

Convention collective

IDCC : 8435. – **COOPÉRATIVES FRUITIÈRES**
(AIN, DOUBS ET JURA)
(29 août 2001)

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

AVENANT N° 13 DU 2 SEPTEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997036M*
IDCC : 8435

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura ;
La fédération des CUMA ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UNSA agriculture agroalimentaire ;
L'union régionale de Franche-Comté CFTC ;
L'union départementale de l'Ain CFTC ;
L'union régionale de Franche-Comté CGT ;
L'union départementale de l'Ain CGT ;
L'union régionale de Franche-Comté CFE-CGC ;
L'union départementale de l'Ain CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le titre de l'annexe I « Conditions particulières d'emploi, de travail et de rémunération des maîtres-fromagers et fromagers » est ainsi modifié :
« Conditions particulières d'emploi, de travail et de rémunération des maîtres-fromagers (coefficient 380) et des fromagers (coefficient 320) ».

Article 2

L'article 1^{er} « Champ d'application » au chapitre I^{er} de l'annexe I est ainsi modifié :

Le 2^e alinéa de l'article 1^{er} est supprimé.

Article 3

L'article 2 *bis* « Définition et mise en œuvre des emplois de maître-fromager et fromager » au chapitre I^{er} de l'annexe I est ainsi modifié :

« Maître-fromager : coefficient 380. »

« Fromager : coefficient 320. »

Article 4

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du présent avenant par accord d'établissement, d'entreprise ou de groupe, que dans un sens plus favorable pour les salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Doubs. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 2 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)